

ACTION URGENTE

EXTERNE ÉF-AI - AU 97 0024 - AMR 19/02/97

AU 17/97

"Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées

ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

CRAINTES POUR SÉCURITÉ/ÉVENTUELLE EXÉCUTION EXTRAJUDICIAIRE

BRÉSIL Aldemir Ricardo Gomes - arrêté

José Marcos de Holanda Soares - arrêté

Témoins de l'éventuelle exécution extrajudiciaire des cinq hommes nommés plus bas:

Wilson Soares de Souza - victime d'exécution extrajudiciaire?

Walmir Barbosa da Silva - victime d'exécution extrajudiciaire?

José Alexandre da Silva - victime d'exécution extrajudiciaire?

Edmilson José de Oliveira - victime d'exécution extrajudiciaire?

Antônio Gerônimo da Silva Júnior - victime d'exécution extrajudiciaire?

Londres, le 17 janvier 1997

Amnesty International s'inquiète pour la sécurité d'Aldemir Ricardo Gomes et José Marcos de Holanda Soares, arrêtés par des policiers le 14 janvier dernier à Cavalheiro (une ville de l'État de Pernambuco au nord-est du pays). Amnesty International estime qu'ils risquent les mauvais traitements ou la torture, pratiques auxquelles sont fréquemment soumis les détenus au Pernambuco.

Aldemir Ricardo Gomes et José Marcos de Holanda Soares ont été arrêtés dans le contexte du meurtre d'un policier le 12 janvier 1997. Les policiers de la Delegacia de Roubo e Furtos (Département des vols de marchandises) expliquent que, agissant sur des informations données par Aldemir Ricardo Gomes et José Marcos de Holanda Soares, ils ont effectué une descente à l'aube dans le quartier d'Alto São Sebastião à Cavalheiro au cours de laquelle cinq criminels présumés ont été tués. Amnesty International estime que ces suspects, Wilson Soares de Souza, Walmir Barbosa da Silva, José Alexandre da Silva, Edmilson José de Oliveira et Antônio Gerônimo da Silva Júnior ont pu être victimes d'exécution extrajudiciaire.

L'organisation est également préoccupée par la sécurité des témoins de ces morts violentes. Selon des informations reçues par Amnesty, vers 4 heures du matin le 14 janvier, une vingtaine de policiers de la Delegacia de Roubo e Furtos a pénétré dans Alto São Sebastião. Les policiers cherchaient des hommes suspects d'avoir participé au meurtre (commis le 12 janvier 1997) de l'un de leurs collègues, Moisés Francisco de Melo Júnior, et d'un informateur, José Carlos Valdeinos Passos. Selon la police, les cinq hommes étaient membres d'un escadron de la mort sur lequel enquêtait Moisés José da Silva et ils ont été tués lors d'un échange de coups de feu car ils résistaient à leur arrestation. Cependant, des témoins oculaires affirment que les cinq hommes ont été traînés hors de leurs maisons et que l'on a lié les mains de certains d'entre eux avant de les abattre.

Cet incident fait maintenant l'objet d'une enquête de la Delegacia de Homicídios (Département des homicides) mais il semblerait que des membres de la Delegacia de Roubo e Furtos participent à l'enquête; des témoins ont déclaré se sentir intimidés par leur présence.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis dix ans, Amnesty International connaît une préoccupation croissante devant le recours fréquent à la force excessive et parfois mortelle par certains secteurs de la police civile ou militaire dans plusieurs États du Brésil. Les policiers impliqués dans des échanges de coups de feu mortels bénéficient pratiquement de l'impunité totale. La torture et les mauvais traitements de suspects criminels sont également répandus au Brésil.

Les témoins de violations des droits de l'homme au Brésil sont souvent trop effrayés pour se présenter spontanément afin de témoigner. Amnesty International a réuni des éléments probants

sur de nombreux cas à travers le pays où des témoins ont été menacés et parfois tués. Cette crainte contribue au climat d'impunité dans lequel se multiplient les violations des droits de l'homme.

ACTION RECOMMANDÉE: Télégramme/aérogramme/lettre par avion/télécopie:

- exprimez votre inquiétude pour la sécurité d'Aldemir Ricardo Gomes et de José Marcos de Holanda Soares;
- lancez un appel aux autorités de l'État de Pernambuco pour qu'elles s'assurent que Aldemir Ricardo Gomes et José Marcos de Holanda Soares sont traités dans le respect de l'ensemble de règles minima pour les traitement des détenus (Nations-Unies);
- faites part de votre préoccupation de ce que les témoins de la mort de Wilson Soares de Souza, Walmir Barbosa da Silva, José Alexandre da Silva, Edmilson José de Oliveira et Antônio Gerônimo da Silva Júnior peuvent courir un risque et réclamez aux autorités de l'État de Pernambuco des mesures immédiates pour assurer leur sécurité;
- exprimez votre profonde inquiétude en apprenant Wilson Soares de Souza, Walmir Barbosa da Silva, José Alexandre da Silva, Edmilson José de Oliveira et Antônio Gerônimo da Silva Júnior ont pu être victimes d'exécution extrajudiciaire;
- demandez instamment que soient immédiatement suspendus de leurs fonctions les membres de la Delegacia de Roubos e Furtos impliqués dans la fusillade jusqu'à la fin d'une enquête indépendante et exhaustive;
- demandez que les conclusions de l'enquête soient rendues publiques et que les policiers suspectés de se livrer à des exécutions extrajudiciaires soient traduits en justice.

APPELS A:

Ministre de la Justice du Brésil
M. Nelson Azevedo Jobim
Ministério da Justiça
Esplanada dos Ministérios, Bloco 23
CEP 70064-900 Brasília, DF, BRÉSIL
Fax: 55 61 321 5172/ 322 6817/ 226 7980
Télégrammes: Ministre de la Justice, Brasília, BRÉSIL

Gouverneur de l'État de Pernambuco
Exmo. Sr. Governador do Estado de Pernambuco
Sr. Miguel Arraes de Alencar
Palácio do Campo das Princesas
Praça de República, s/n
Santo Antônio
50.000-00 Recife, PE, BRÉSIL
Fax: (55) 81 424 4671
Télégrammes: Governador PE, Recife, BRÉSIL

Secrétaire d'État à la Sécurité publique de l'État de Pernambuco
Exmo. Sr. Secretário da Segurança Pública
Dr. Antonio Moraes Neto
Rua da Aurora, 405
Boa Vista
50.050-000 Recife, BRÉSIL
Fax: (55) 81 421 2070
Télégrammes: Secretário Segurança PE, Recife, BRÉSIL

Procureur Général de l'État de Pernambuco
Exmo. Sr. Procurador Geral de Justiça
Dr. José Tavares
Rua do Sol, 143
Santo Antônio
50.000-00 Recife, PE, BRÉSIL
Fax: (55) 81 224 1633
Télégrammes: Procurador Geral PE, Recife, BRÉSIL

COPIES A:

Organisation non-gouvernementale:
Gajop - Gabinete Assessoria Jurídica dos Organizações Populares
Rua do Apolo, N° 161, 1° andar
Bairro do Recife
50050-220 Recife, PE, BRÉSIL

SVP, PRIERE D'INTERVENIR IMMEDIATEMENT. SI VOUS RECEVIEZ CETTE ACTION AVEC RETARD, NE PLUS INTERVENIR APRES LE 28 FEVRIER 1997. MERCI.